



CATERING INTERNATIONAL & SERVICES



RAPPORT SEMESTRIEL

2011

Catering International & Services
40c avenue de Hambourg
13008 Marseille - France

Tel.: +33 491 16 53 00
www.cis-catering.com
contact@cis-catering.com

Caterer in the Extreme

SOMMAIRE

Rapport Semestriel d'Activité au 30 juin 2011	3
Comptes Consolidés	6
Annexe aux Comptes Consolidés	12
Rapport des Commissaires aux Comptes	27
Responsable du Rapport Financier	29

***Rapport Semestriel
d'Activité au 30 juin
2011***

1. Evolution de l'activité

La progression de 42% du chiffre d'affaires sur le 1er semestre 2011 a été favorisée, en particulier, par la forte montée en puissance du secteur minier et par l'impact positif du démarrage, fin 2010, des nouvelles filiales sur le continent africain (Sierra Leone, Burkina Faso, Guinée Equatoriale, République Démocratique du Congo).

2. Evolution des données financières consolidées

<i>En Millions d'euros</i>	30-06-2010	30-06-2011
Chiffres d'affaires	88,4	125,5
Résultat opérationnel	5,6	7,9
<i>% chiffre d'affaires</i>	<i>6,3%</i>	<i>6,3%</i>
Résultat financier	0,5	(1,0)
Résultat net part du groupe	3,4	4,0
<i>% chiffre d'affaires</i>	<i>3,8%</i>	<i>3,2%</i>

CIS affiche un résultat opérationnel élevé à 7,9 M€ en hausse de 40% par rapport au 30 juin 2010, en cohérence avec la croissance du chiffre d'affaires, soit un niveau de rentabilité opérationnelle de 6,3 % identique à celui de 2010.

Le résultat financier négatif sur le 1er semestre (-1,0 M€) intègre une perte de change de 0,8 M€ contre un gain de change de 0,7 M€ au 30 juin 2010.

Au 30 juin 2011, la structure financière du groupe demeure saine et solide. Les fonds propres s'établissent à 45,6 M€ et la trésorerie nette à 27,0 M€.

3. Faits marquants du 1^{er} semestre 2011

Le renouvellement et les nouveaux contrats génèrent, au 30 juin 2011, un carnet de commandes de 260 M\$ contre 240 M\$ sur le 1er semestre 2010.

Par ailleurs, CIS a démarré des activités dans deux nouveaux pays : l'Irak et le Pérou qui offrent des opportunités de développement très importantes.

4. Perspectives

CIS accroît ses actions de dynamisation de sa force commerciale visant à :

- Se développer sur les pays émergents générateurs de croissance,
- Renforcer ses positions dans les pays d'opération à fort potentiel,

- Pénétrer de nouveaux marchés de taille significative offrant un potentiel de développement important,
- Elargir son référencement auprès de clients nouveaux,
- Etendre son offre globale de multiservices,
- Développer des stratégies de partenariats locaux et/ou alliances stratégiques,
- Renforcer les moyens et actions socio-économiques et de développement durable,
- Saisir les opportunités de croissance externe.

Ainsi, sur l'ensemble de l'exercice 2011, CIS confirme une croissance à deux chiffres de son activité et la poursuite de ses efforts de gestion afin d'améliorer la rentabilité et la solidité financière du groupe.

5. Evènements postérieurs à la clôture

A fin septembre 2011 les prises de commandes s'élèvent à près de 440 M\$ (contre 260 M\$ au 30 juin 2011), confirmant ainsi des perspectives de développement toujours très prometteuses dans un marché durablement porteur.

Comptes Consolidés

COMPTES DE RESULTATS CONSOLIDES (Normes IFRS)
Pour les exercices clos les 30 juin 2011, 30 juin 2010 et 31 décembre 2010

(en milliers d'euros)

	Notes	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
CHIFFRE D'AFFAIRES	(3)	125 543	88 440	196 620
Achats consommés		(67 952)	(41 887)	(96 867)
Charges de personnel	(23)	(32 918)	(27 192)	(57 244)
Charges externes		(12 674)	(9 864)	(20 580)
Impôts et taxes		(2 540)	(2 328)	(4 675)
Dotations aux amortissements		(1 414)	(1 368)	(2 820)
Dotations et reprises aux provisions	(4)	(62)	3	(439)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		7 983	5 804	13 995
Autres produits et charges opérationnels	(5)	(126)	(194)	1 426
RESULTAT OPERATIONNEL		7 857	5 610	15 421
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		1 679	2 000	4 051
Coût de l'endettement financier brut		(2 634)	(1 541)	(3 823)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(6)	(955)	459	228
RESULTAT AVANT IMPÔT	(3)	6 902	6 069	15 649
IMPÔT SOCIETE	(7)	(2 509)	(2 239)	(5 529)
RESULTAT NET CONSOLIDE		4 393	3 830	10 120
Part des minoritaires		(386)	(439)	(718)
RESULTAT NET PART DU GROUPE		4 007	3 391	9 402
Nombre d'actions		2 008 340	1 985 050	1 985 050
<i>Résultat par action (en euros)</i>		2,00 €	1,71 €	4,74 €
<i>Résultat dilué par action (en euros)</i>		1,99 €	1,68 €	4,67 €
Ecart de conversion des sociétés intégrées		(1 034)	3 261	649
RESULTAT GLOBAL		3 359	7 091	10 769
<i>Part du Groupe</i>		3 021	6 632	10 044
<i>Part des minoritaires</i>		338	459	725

BILANS CONSOLIDÉS (Normes IFRS)
Pour les exercices clos les 30 juin 2011, 30 juin 2010 et 31 décembre 2010

(en milliers d'euros)

	Notes	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
ACTIFS NON COURANTS				
Immobilisations incorporelles nettes	(8)	6 905	7 426	7 128
Immobilisations corporelles nettes	(9)	4 558	6 131	5 821
Immobilisations financières nettes	(10)	133	217	319
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		11 596	13 774	13 268
ACTIFS COURANTS				
Stocks	(11)	8 352	6 629	9 331
Créances clients nettes	(12)	42 819	37 330	39 459
Autres créances	(13)	8 199	8 858	6 639
Trésorerie et équivalents de trésorerie		27 815	20 078	25 362
TOTAL ACTIFS COURANTS		87 185	72 895	80 791
TOTAL ACTIF		98 781	86 669	94 059

BILANS CONSOLIDES (Normes IFRS)
Pour les exercices clos les 30 juin 2011, 30 juin 2010 et 31 décembre 2010

(en milliers d'euros)

	Notes	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
CAPITAUX PROPRES				
Capital social		1 604	1 585	1 585
Réserves		38 913	36 812	32 412
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		4 007	3 391	9 402
Intérêts minoritaires		1 120	762	782
TOTAL CAPITAUX PROPRES		45 644	42 550	44 181
PASSIFS NON COURANTS				
Provisions à long terme	(14)	807	489	408
Dettes financières à long terme	(15)	801	2 315	1 256
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		1 608	2 804	1 664
PASSIFS COURANTS				
Dettes financières à court terme		28	240	130
Dettes fournisseurs		30 355	21 713	28 929
Dettes fiscales et sociales	(16)	16 749	15 982	15 829
Autres passifs à court terme	(17)	4 397	3 380	3 326
TOTAL PASSIFS COURANTS		51 529	41 315	48 214
TOTAL PASSIF		98 781	86 669	94 059

TABLEAUX DE FINANCEMENT (Normes IFRS)
Pour les exercices clos les 30 juin 2011 et 31 décembre 2010

(en milliers d'euros)

	30/06/2011	31/12/2010
FLUX D'EXPLOITATION		
Résultat net	4 007	9 402
Eléments non constitutifs de flux liés aux opérations d'exploitation		
Dotations aux amortissements et provisions	1 768	2 849
Parts des intérêts minoritaires dans le résultat des sociétés intégrées	386	718
Plus ou moins-value sur cessions d'immobilisations	(133)	(2 044)
Ecart de conversion	(986)	642
Ecart de conversion sur minoritaires	(48)	7
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation		
Variation des actifs / passifs relatifs aux clients	(3 360)	(9 759)
Variation des actifs / passifs relatifs aux fournisseurs	1 426	11 211
Variation des stocks	979	(3 793)
Variation des autres actifs / passifs d'exploitation	328	(1 664)
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	4 367	7 569
FLUX D'INVESTISSEMENTS		
Décaissement provenant de l'acquisition d'immobilisations incorporelles	(57)	(185)
Décaissement provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles	(152)	(3 206)
Encaissement provenant de la cession d'immobilisations corporelles	683	188
Décaissement provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	(185)	(166)
Encaissement provenant de la cession d'immobilisations financières	0	0
Incidence des variations de périmètre	0	0
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	289	(3 369)
FLUX DE FINANCEMENT		
Décaissement résultant du rachat d'actions à un minoritaire	0	0
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(2 209)	(1 985)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	(246)
Précompte payé par les filiales	(9)	(379)
Actions propres	(27)	(3)
Augmentation de capital	349	390
Emissions d'emprunts	0	0
Remboursements d'emprunts	(456)	(1 979)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	(2 352)	(4 202)
VARIATION DE TRESORERIE	2 304	(2)
TRESORERIE NETTE EN DEBUT D'EXERCICE	25 362	24 860
Incidence des variations de cours de devises	149	504
TRESORERIE NETTE EN FIN D'EXERCICE	27 815	25 362

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (Normes IFRS)
Pour les exercices clos les 30 juin 2011 et 31 décembre 2010

(en milliers d'euros à l'exception du nombre d'actions)

	Nombre d'actions	Capital	Réserves	Résultat net	Intérêts Minori- taires	TOTAL
Capitaux propres au 31 décembre 2009	1 957 429	1 566	28 704	6 802	301	37 373
Affectation du résultat net de l'exercice précédent	-	-	6 802	(6 802)	-	-
Distribution de dividendes	-	-	(1 985)	-	-	(1 985)
Distribution de dividendes aux minoritaires	-	-	-	-	(246)	(246)
Augmentation de capital	24 120	19	371	-	-	390
Réserve de conversion	-	-	642	-	7	649
Retenues à la source sur dividendes des filiales	-	-	(379)	-	-	(379)
Actions propres	320	-	(3)	-	-	(3)
Réserve de consolidation	-	-	-	-	-	-
Variation du périmètre de consolidation	-	-	(1 740)	-	2	(1 738)
Résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2010	-	-	-	9 402	718	10 120
Capitaux propres au 31 décembre 2010	1 981 869	1 585	32 412	9 402	782	44 181
Affectation du résultat net de l'exercice précédent	-	-	9 402	(9 402)	-	-
Distribution de dividendes	-	-	(2 209)	-	-	(2 209)
Distribution de dividendes aux minoritaires	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital	23 290	19	330	-	-	349
Réserve de conversion	-	-	(986)	-	(48)	(1 034)
Retenues à la source sur dividendes des filiales	-	-	(9)	-	-	(9)
Actions propres	143	-	(27)	-	-	(27)
Réserve de consolidation	-	-	-	-	-	-
Variation du périmètre de consolidation	-	-	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice clos le 30 juin 2011	-	-	-	4 007	386	4 393
Capitaux propres au 30 juin 2011	2 005 302	1 604	38 913	4 007	1 120	45 644

Annexe aux Comptes Consolidés

NOTES AUX ETATS FINANCIERS (Normes IFRS)
Pour les exercices clos les 30 juin 2011, 30 juin 2010 et 31 décembre 2010

1. LE GROUPE

Les comptes consolidés semestriels de CIS clos le 30.06.2011 ont été arrêtés en date du 30.09.2011 par le Conseil d'Administration.

Ces comptes consolidés ont été soumis aux principes des normes IFRS.

Les comptes consolidés sont ceux de Catering International & Services, la société mère de l'ensemble consolidé et de ses filiales.

Le Groupe exerce son activité à l'étranger. Cette activité est le catering international, et consiste à fournir des services de restauration, d'hôtellerie, de logistique, de maintenance technique et de services affiliés (sécurité, médical, loisirs, ...) en milieux hostiles.

Les clients du Groupe sont constitués d'opérateurs occidentaux, souvent de grande notoriété. Ils opèrent en général à partir d'entités locales indépendantes ou de sociétés mixtes locales dans des activités liées au pétrole, au gaz, aux mines, à l'ingénierie et au BTP.

Les services du Groupe accompagnent ces clients dans leurs opérations qui se situent principalement en pays émergents.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES RETENUS

En application du règlement européen n° 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002, les sociétés cotées sur un marché réglementé européen doivent préparer, à compter des exercices ouverts le 1er janvier 2005, leurs états financiers consolidés suivant les normes IFRS (International Financial Reporting Standards), anciennement dénommées normes IAS (International Accounting Standards).

Les informations financières consolidées que la société Catering International & Services S.A. publie au titre des exercices 2010 et 2011 sont donc établies en conformité avec le référentiel IFRS.

Pour la clôture des comptes 2011 sont devenues d'application obligatoire les normes suivantes :

- IFRS 3 révisée : « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés et individuels »,
- IFRIC 12 « Accords de concessions de services »,
- IFRIC 15 « Accords pour la construction d'un bien immobilier »,
- IFRIC 16 « Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger »,
- IFRIC 17 « Distribution en nature aux actionnaires »,
- IFRIC 18 « Transferts d'actifs en provenance des clients »,
- Amendements à IAS 39 « Eléments couverts éligibles »,
- Amélioration annuelle des IFRS - Avril 2009,
- Amendement à IFRS 5 (amélioration annuelle des IFRS - Mai 2008),
- Amendement à IFRS 2 « Transactions intragroupe réglées en trésorerie »,

Les normes révisées, nouveaux amendements et interprétations sont sans incidence sur les comptes clos au 30 juin 2011.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes, amendements de normes et interprétations suivants (adoptés ou en cours d'adoption par l'Union Européenne) :

- Amendement à IAS 32 « Classement des droits de souscription émis », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er février 2010 ;
- IFRIC 19 « Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2010 ;
- Amendement à IFRIC 14 « Remboursement anticipé des exigences de financement minimum », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011 ;
- Amendement à IFRS 7 « Transfert d'actifs financiers », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2011 ;
- IAS 24 Révisée « Transactions entre parties liées », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011.
- Améliorations annuelles - Mai 2010, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2010 ;
- IFRS 9 « Instruments financiers », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013.
- Amendement à IAS 12 « Impôt différé : recouvrement des actifs sous jacents » applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2012.

REGLES DE CONSOLIDATION

Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation inclut toutes les sociétés contrôlées par Catering International & Services de façon exclusive ou conjointe, ou dans lesquelles la société Catering International & Services exerce une influence notable.

Toutes les filiales et participations correspondant à ces critères sont consolidées, même si elles représentent une incidence négligeable sur l'ensemble consolidé ou si leur exploitation n'est pas appelée à se poursuivre.

Méthodes de consolidation

Les comptes des entreprises placées sous le contrôle exclusif de la société Catering International & Services sont consolidés par intégration globale.

Les sociétés sur lesquelles CIS exerce un contrôle conjoint sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les comptes des entreprises sur lesquelles la société exerce une influence notable sont consolidés par mises en équivalence.

Il convient de noter qu'au 30 juin 2011, aucune filiale n'entre dans ces deux dernières catégories.

METHODES D'EVALUATION

Présentation des états financiers

Dans le cadre de l'application d'IAS 1 révisé, le Groupe CIS a opté pour la présentation dans un état intitulé « état du résultat global », situé immédiatement après le compte de résultat, des éléments de produits et charges qui sont comptabilisés directement en capitaux propres en application

d'autres normes (écarts de conversion, variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente, variations de valeur des instruments de couverture de trésorerie,...).

Conception du résultat opérationnel

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités ordinaires du groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles.

Conversion des opérations et des états financiers libellés en devises

Les transactions en devises sont converties aux taux de change en vigueur au moment de la transaction.

Les dettes et créances en devises sont valorisées aux taux de change de clôture. Les gains et pertes de change qui en résultent sont enregistrés en résultat.

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis en euros selon la méthode suivante :

Les postes du bilan (hormis les capitaux propres convertis au cours historique) sont convertis en euros sur la base du cours des devises à la date de clôture de chaque exercice.

Les éléments du compte de résultats, ainsi que le résultat part du groupe figurant en capitaux propres, sont valorisés au cours moyen annuel. L'écart entre le résultat net converti au taux moyen et le résultat net converti au taux de clôture est inscrit dans les réserves de consolidation.

Actifs courants / non courants et passifs courants / non courants

Les actifs devant être réalisés, consommés ou cédés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture, sont classés en "actifs courants" de même que les actifs détenus dans le but d'être cédés, la trésorerie ou les équivalents de trésorerie.

Tous les autres actifs sont classés en "actifs non courants".

Les passifs devant être réalisés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture, sont classés en "passifs courants".

Tous les autres passifs sont classés en "passifs non courants".

Plan de souscription d'actions

Des plans d'options de souscription d'actions peuvent être attribués par le Groupe et dénoués en actions CIS, à des conditions de prix et de délai d'exercice propres à chaque attribution.

La juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options est évaluée, de manière définitive, par référence à la juste valeur desdites options à la date d'attribution.

Pour valoriser les options, le Groupe utilise un modèle mathématique de type binomial. La juste valeur totale ainsi déterminée est reconnue de manière linéaire sur toute la période d'acquisition des droits. Cette dépense est constatée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des réserves consolidées. Lors de l'exercice de l'option, le montant de trésorerie reçu par le Groupe au titre du prix d'exercice est comptabilisé en trésorerie en contrepartie des réserves consolidées.

Résultat par action

Le résultat par action de base est calculé en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat par action dilué est calculé en divisant le résultat net (part du Groupe), ajusté du coût financier (net d'impôt) des instruments de dette dilutifs, par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, majoré de nombre moyen d'actions qui, selon la méthode du rachat d'actions, auraient été émises si tous les instruments dilutifs émis avaient été convertis (souscriptions d'actions ou obligations convertibles).

L'effet dilutif de chaque instrument convertible est déterminé en recherchant la dilution maximale du résultat de base par action.

Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées incluent en particulier :

- Les entités qui directement ou indirectement par le biais d'un ou plusieurs intermédiaires contrôlent exclusivement ou conjointement, ou exercent une influence notable sur le Groupe ;
- Les principaux dirigeants du Groupe.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Il est évalué net de remises et de taxes.

Le chiffre d'affaires est constaté lors du transfert des principaux risques et avantages vers l'acheteur, ce qui coïncide généralement avec le transfert de propriété ou la réalisation du service.

Coûts d'emprunts

Conformément aux prescriptions de la norme IAS 23 révisée applicable depuis le 1^{er} janvier 2009, les coûts d'emprunts relatifs aux investissements en actifs corporels et incorporels se rapportant à des projets engagés postérieurement à cette date et dont la durée de construction / préparation est supérieure à 1 an sont obligatoirement inclus dans le coût de revient de ces actifs.

L'application de cette norme n'a pas d'incidence sur les comptes du Groupe CIS.

Immobilisations incorporelles

a- Goodwill

La prise de contrôle d'activités ou de sociétés est comptabilisée selon la méthode du « coût d'acquisition » selon les dispositions de la norme IFRS 3.

Selon cette méthode, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise qui répondent à la définition d'actifs ou passifs identifiables sont reconnus à leur juste valeur à la date d'acquisition.

La différence entre le coût d'acquisition de l'activité ou des titres de la société acquise, et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels correspondants à la date d'acquisition est constatée à l'actif du bilan en goodwill si elle est positive, ou en résultat de l'année d'acquisition si elle est négative.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation réalisés annuellement ou plus fréquemment dès lors que des événements ou des circonstances indiquent qu'ils ont pu se déprécier. De tels événements ou circonstances existent lorsque des modifications significatives interviennent remettant en cause de manière durable la substance de l'investissement initial.

Pour la réalisation des tests de dépréciation, les goodwills sont chacun affectés à une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) en fonction de l'organisation mise en place par le Groupe. Une UGT est définie comme étant un ensemble d'actifs dont l'utilisation génère des entrées de trésorerie de façon indépendante des autres actifs ou ensemble d'actifs du Groupe.

La valeur recouvrable de l'UGT est égale à la plus élevée de (i) sa valeur d'utilité mesurée selon la méthode des cash-flows actualisés et (ii) sa juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à la valeur comptable de ses actifs, la perte de valeur est affectée en priorité au goodwill. Une perte de valeur comptabilisée sur un goodwill a un caractère irréversible et ne peut donc être reprise.

Pour déterminer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés selon un taux d'actualisation qui reflète les appréciations actuelles de la valeur temps de l'argent et le risque spécifique de l'actif ou de l'UGT en question.

b- Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût et les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Les immobilisations incorporelles qui ont une durée de vie définie sont amorties sur leur durée d'utilité :

	Durée d'utilisation (en années)
Logiciels	3
Clause de non-concurrence	5

Les immobilisations incorporelles dont la durée de vie est indéterminée ne sont pas amorties. Elles font l'objet d'un test de dépréciation effectué systématiquement au moins une fois par an conformément à la norme IAS 36.

La société ne dispose pas d'immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est indéterminée à l'exception d'un fonds commercial exceptionnellement déprécié à 100% en 2004 pour cause de dissolution en cours de la filiale Myanmar Catering Services Ltd.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

	Durée d'utilisation (en années)
Agencements et aménagements	10
Matériel de transport	5
Matériel de bureau et informatique	3
Mobilier de bureau	5
Immobilisations situées à l'étranger	2 à 5 <i>(suivant durée des contrats clients)</i>

Lorsqu'il existe une indication interne ou externe de perte de valeur, le Groupe évalue la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et comptabilise une perte de valeur lorsque la valeur nette comptable des actifs excède leur valeur recouvrable.

Stocks et en-cours

Les stocks peuvent être valorisés (coût de transport inclus) soit selon la méthode du premier entré, premier sorti (pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu sauf écarts significatifs) soit selon la méthode du prix moyen pondéré (suivant les sites d'exploitation sur lesquels ont été implantés l'ERP Navision ou le système informatique « FTBE » qui notamment optimise la gestion des stocks).

Par ailleurs, les valeurs retenues sont ajustées pour tenir compte des risques d'obsolescence afférents à ces stocks.

Clients

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des risques de non recouvrement.

Disponibilités

Le poste disponibilités ne comprend que la trésorerie immédiatement disponible.

Provisions pour risques et charges

Conformément à la norme IAS 37, une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation à l'égard d'un tiers à la date de clôture, cette obligation pouvant être légale, contractuelle ou implicite, et doit faire l'objet d'une sortie de ressources probable au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue après la date de clôture.

3. INFORMATION SECTORIELLE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

En application d'IFRS 8, l'information sectorielle est publiée conformément à la vision du Management et basée ainsi sur le reporting interne du Groupe. Le Groupe réalisant la totalité de son chiffre d'affaires à l'étranger, et n'étant présent que sur une unique activité, les informations sont découpées par zone géographique comme suit (en milliers d'euros) :

		06-2011	06-2010	2010
(1)	AFRIQUE			
	CHIFFRE d'AFFAIRES	65 047	46 905	102 077
	RESULTAT CONSOLIDE	5 263	4 628	9 481
(2)	ASIE / OCEANIE			
	CHIFFRE d'AFFAIRES	30 969	13 930	37 585
	RESULTAT CONSOLIDE	1 733	1 986	6 276
(3)	CEI			
	CHIFFRE d'AFFAIRES	7 357	6 523	12 478
	RESULTAT CONSOLIDE	39	(107)	(353)
(4)	AMERIQUE du SUD			
	CHIFFRE d'AFFAIRES	22 170	21 082	44 480
	RESULTAT CONSOLIDE	(133)	(438)	245
CHIFFRE d'AFFAIRES		125 543	88 440	196 620
RESULTAT CONSOLIDE AVANT IMPÔT		6 902	6 069	15 649
(1)	ALGERIE - ANGOLA - BURKINA FASO - CENTRAFRIQUE - CONGO - ERYTHREE - GUINEE CONAKRY GUINEE EQUATORIALE - LIBYE - MADAGASCAR - SIERRA LEONE - TCHAD			
(2)	IRAK - IRAN - MONGOLIE - NOUVELLE-CALEDONIE - YEMEN			
(3)	AZERBAÏDJAN - KAZAKHSTAN - RUSSIE - TURKMENISTAN - UKRAINE			
(4)	BOLIVIE - BRESIL - PEROU			

4. DOTATIONS ET REPRISES AUX PROVISIONS

Les dotations/reprises nettes aux provisions pour dépréciation s'analysent comme suit (en milliers d'euros) :

	06-2011	06-2010	2010
Provisions pour risques de non recouvrement des créances clients et autres créances	237	(28)	(561)
Provisions pour risques et charges	(299)	31	122
Dotations et reprises aux provisions	(62)	3	(439)

5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels s'analysent comme suit (en milliers d'euros) :

	06-2011	06-2010	2010
Résultat sur cessions d'immobilisations	133	94	2 044
Excédent cession activités en Iran	0	0	185
Produits Divers de Gestion Courante	109	0	131
Litiges prud'homaux	(3)	(100)	(125)
Indemnités sur autres litiges	0	0	(60)
Indemnités Transactionnelles Partenaires	0	0	(123)
Pénalités	(367)	(180)	(625)
Différences de règlements	2	(8)	(1)
Autres produits et charges opérationnels	(126)	(194)	1 426

6. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Le résultat financier s'analyse comme suit (en milliers d'euros) :

	06-2011	06-2010	2010
Autres intérêts et produits assimilés	24	49	66
Intérêts sur emprunts	(36)	(118)	(172)
Autres intérêts et charges assimilées	(97)	(209)	(288)
Différences sur opérations de change	(846)	737	622
Coût de l'endettement financier net	(955)	459	228

La société réalise l'intégralité de son chiffre d'affaires à l'étranger, et supporte donc un risque de change lié à l'évolution du cours des devises, principalement sur le dollar américain.

Les procédures mises en place à ce titre ont pour objectif de couvrir les expositions les plus probables, liées principalement aux flux monétaires issus de l'activité réalisée en devises étrangères. Afin de limiter les risques de fluctuation des devises, les dépenses et recettes sont majoritairement libellées dans la monnaie du pays d'opération, maintenant ainsi un certain équilibre.

7. IMPOTS SUR LES SOCIETES

- Conformément à la norme IAS 12, les impôts différés sont déterminés selon la méthode du report variable sur l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs comptables et les bases fiscales des éléments d'actif et de passif. Ils ne font pas l'objet d'une actualisation et sont évalués en utilisant le taux d'imposition officiel à la date de clôture qui sera en vigueur lorsque les différences temporaires se résorberont.

- Les actifs d'impôts différés correspondant aux différences temporaires et aux pertes fiscales reportables sont comptabilisés lorsqu'ils sont considérés comme étant recouvrables sur la période de validité, en tenant compte d'informations historiques et prévisionnelles.
- Il est à noter qu'il n'y a pas de régime d'intégration fiscale au sein du Groupe.

L'impôt sur les sociétés figurant au compte de résultats s'analyse comme suit (en milliers d'euros) :

	06-2011	06-2010	2010
Provision pour impôt France	(6)	0	(732)
Provisions pour impôts sur établissements stables à l'étranger	244	(174)	(320)
Provisions pour impôts filiales	(2 761)	(2 068)	(4 482)
Impôts différés	14	3	5
Charges (produits) d'impôts sur les sociétés	(2 509)	(2 239)	(5 529)

8. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles comprennent les éléments suivants (en milliers d'euros) :

	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Logiciels	537	467	480
Ecart d'acquisition / Goodwill	6 600	6 684	6 600
Clause de non-concurrence	2 300	2 250	2 300
Autres immobilisations incorporelles	135	135	135
Amortissements et dépréciations	(2 667)	(2 110)	(2 387)
Immobilisations incorporelles nettes	6 905	7 426	7 128

Le goodwill est essentiellement constitué par l'écart d'acquisition de la société algérienne CIEPTAL en 2006. Les données financières et les perspectives de cette filiale permettent de justifier le maintien de la valeur comptable du goodwill sans dépréciation.

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles comprennent les éléments suivants (en milliers d'euros) :

	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Constructions et bases-vie	3 375	3 495	3 476
Installations techniques, matériel et outillage industriel	3 267	5 200	4 277
Installations générales, agencements et aménagements divers	2 955	3 115	3 023

	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Matériel de transport	3 542	3 367	3 577
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 720	1 664	1 652
Amortissements et provisions	(10 301)	(10 710)	(10 184)
Immobilisations corporelles nettes	4 558	6 131	5 821

10. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières comprennent les éléments suivants (en milliers d'euros) :

	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Dépôts et cautionnements	69	147	269
Prêts et autres immobilisations financières	64	70	50
Immobilisations financières nettes	133	217	319

11. STOCKS

Les stocks s'analysent comme suit (en milliers d'euros) :

	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Stocks de marchandises	8 352	6 629	9 331
Provisions pour dépréciation	-	-	-
Stocks nets	8 352	6 629	9 331

12. CREANCES CLIENTS

Les créances clients s'analysent comme suit (en milliers d'euros) :

	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Comptes clients	43 671	38 018	40 453
Provisions clients douteux	(852)	(688)	(994)
Créances clients nettes	42 819	37 330	39 459

13. AUTRES ACTIFS COURANTS

Les autres actifs courants se décomposent comme suit (en milliers d'euros) :

	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Avances et acomptes versés sur commandes	862	700	543
Autres créances	6 012	5 572	4 651
Provisions créances douteuses	(139)	(34)	(242)
Charges constatées d'avance	1 464	2 620	1 687
Autres actifs courants	8 199	8 858	6 639

14. PROVISIONS ET AUTRES PASSIFS A LONG TERME

Les provisions et autres passifs à long terme s'analysent comme suit (en milliers d'euros) :

	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Litiges prud'homaux	180	200	190
Autres litiges	369	82	3
Provision pour démantèlement	0	0	0
Provision retraite	258	207	215
Provisions et autres passifs à long terme	807	489	408

15. DETTES FINANCIERES A LONG TERME

Les dettes financières à long terme représentent les emprunts contractés en Algérie pour le rachat de CIEPTAL en 2006.

Au 30.06.2011, le montant restant dû est de 801 K€ sachant que la dernière échéance de remboursement interviendra en 06/2012.

Il est rappelé qu'au 31.12.2010, le solde à rembourser s'élevait à 1 256 K€.

16. DETTES FISCALES ET SOCIALES

Les dettes fiscales et sociales s'analysent comme suit (en milliers d'euros) :

	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Charges d'impôt	1 099	1 556	2 062
Autres charges à payer	15 650	14 426	13 767
Dettes fiscales et sociales	16 749	15 982	15 829

17. AUTRES PASSIFS A COURT TERME

Les autres passifs à court terme comprennent les éléments suivants (en milliers d'euros) :

	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	4 358	3 300	2 911
Dettes sur immobilisations	34	0	66
Actionnaires, versement sur augmentation de capital	0	0	349
Comptes créditeurs clients	0	79	0
Autres dettes	5	1	0
Autres passifs à court terme	4 397	3 380	3 326

18. CAPITAUX PROPRES

Le capital social de Catering International & Services est composé au 30 juin 2011 de 2 008 340 actions d'une valeur nominale de 0,80 euro.

Une augmentation de capital de 23 290 actions a été réalisée en janvier 2011 afin de constater les levées d'options de souscription d'actions réalisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Au 30.06.2011, la société dispose en actions propres de 3 038 titres comptabilisés en déduction des capitaux propres pour 259 139 euros. Il est rappelé qu'au 31.12.2010, 3 181 titres valorisés à 232 314 euros étaient auto-détenus et comptabilisés en déduction des capitaux propres.

Au cours de l'exercice, l'Assemblée Générale a décidé de procéder à une distribution de dividendes de 2 209 174 euros.

19. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Néant.

20. RISQUES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

- Il n'existe pas d'engagements en matière de crédit-bail.
- Le montant des engagements donnés à la date du 30.06.2011 est de 12 994 K€.
 - dont cautions de bonne exécution 8 517 K€
 - dont cautions de restitution d'avances 3 332 K€
 - dont cautions de soumission d'appels d'offres 974 K€
 - dont autres cautions 171 K€

Ces cautions ont des échéances comprises entre 1 et 5 ans.

21. ENGAGEMENTS RETRAITE

Ils font l'objet d'une provision inscrite au bilan d'un montant de 258 K€ qui ne concerne que le personnel siège et expatriés.

Le Groupe comptabilise la totalité du montant de ses engagements en matière de retraite, préretraite, indemnités de départs, couverture sociale, médailles du travail, prévoyance et autres engagements assimilés, tant sur le personnel actif que pour le personnel retraité, netté des actifs de couverture et des montants non reconnus en application des dispositions de la norme IAS 19.

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements du Groupe sont constatés en charge de la période à laquelle ils sont liés.

Pour les régimes à prestations définies, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Le montant des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés est évalué sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de probabilité de versement. Ces paiements futurs sont ramenés à leur valeur actuelle en utilisant un taux d'actualisation spécifique.

Les écarts actuariels (variation de l'engagement et des actifs financiers due aux changements d'hypothèses et écarts d'expérience) sont étalés sur la durée de vie active résiduelle moyenne attendue du personnel participant à ces régimes, pour la partie excédant de plus de 10% la plus grande des valeurs suivantes :

- Valeur actualisée de l'obligation à la date d'ouverture au titre des prestations définies ;
- Juste valeur des actifs de régime à la date d'ouverture.

Les coûts relatifs aux avantages du personnel sont scindés en 3 catégories :

- Charge de désactualisation de la provision (nette du rendement des actifs de couverture) portée en résultat financier ;
- Charge opérationnelle correspondant au coût des services rendus ;
- Amortissement des écarts actuariels comptabilisé dans la rubrique « autres produits et charges opérationnels ».

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- Départ à la retraite à l'âge de 65 ans
- Profil de carrière à décroissance moyenne
- Taux de rotation moyen du personnel : 5%
- Revalorisation des salaires : 3% annuel
- Taux d'actualisation : 3,50% l'an
- Coefficient de mortalité séparé selon les tables de mortalité Hommes / Femmes distinctes (Référence : Table Insee TD 88-90)

22. DISPONIBILITES EN DEVICES

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion ont été directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

23. PERSONNEL

L'évolution des frais de personnel et des effectifs s'analyse comme suit (frais de personnel en milliers d'euros) :

	06-2011			2010		
	Nombre	Salaires et Charges Sociales	Coût Personnel Extérieur	Nombre	Salaires et Charges Sociales	Coût Personnel Extérieur
Personnel Siège	48	2 657	-	43	4 389	-
Personnel Expatrié	234	3 818	-	186	7 290	-
Personnel Local	9 362	26 443	-	8 077	45 565	-
Total Effectif CIS	9 644	32 918	-	8 306	57 244	-
Personnel Local Extérieur	42	-	88	86	-	794
Effectif géré par le Groupe	9 686	32 918	88	8 392	57 244	794

Les levées d'options de souscription d'actions effectuées sur l'exercice n'ont pas eu d'impact sur les résultats.

Il n'y a pas eu sur l'exercice de nouveaux plans de souscription d'actions.

Au 30 juin 2011, il reste 1 920 actions non encore levées.

24. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-après :

Société	Méthode de consolidation	Pourcentage d'intérêts du Groupe	
		2011	2010
CIS	Société mère	100%	100%
ARCTIC CATERING SERVICES Ltd.	Intégration globale	100%	100%
CIS-EURASIA	Intégration globale	100%	100%
CIS UKRAINE	Intégration globale	100%	100%
CIS ASIE	Intégration globale	100%	100%
CIS CATERING OVERSEAS Ltd.	Intégration globale	100%	100%
MYANMAR CATERING SERVICES Ltd.	Intégration globale	85%	85%
CIS CAMEROUN	Intégration globale	100%	100%
CIS TCHAD	Intégration globale	100%	100%
CIS BOLIVIE	Intégration globale	99%	99%
CISM VENEZUELA	Intégration globale	100%	100%
CIS BRASIL	Intégration globale	100%	100%
CATERING NORTH AFRICA SERVICES	Intégration globale	100%	100%

Société	Méthode de consolidation	Pourcentage d'intérêts du Groupe	
		2011	2010
CIS GEORGIE	Intégration globale	100%	100%
CIS SAKHALIN	Intégration globale	100%	100%
CIS NOUVELLE-CALEDONIE	Intégration globale	80%	80%
CIS PERU	Intégration globale	89%	100%
CIEPTAL	Intégration globale	100%	100%
CIS MADAGASCAR	Intégration globale	99%	99%
GUINEE ICS	Intégration globale	100%	100%
CISY YEMEN	Intégration globale	50%	50%
UKRAINE CATERING & SERVICES	Intégration globale	100%	100%
CIS ANGOLA	Intégration globale	60%	60%
CAC MANGISTAU	Intégration globale	100%	100%
CIS NIGER	Intégration globale	100%	100%
CIS BURKINA FASO	Intégration globale	100%	100%
CIS SIERRA LEONE	Intégration globale	100%	100%
CIS RDC	Intégration globale	99%	99%

La société yéménite CISY a été consolidée suivant la méthode de l'intégration globale du fait que le pouvoir de direction a été confié à la société mère CIS malgré un pourcentage d'intérêt de 50%.

Rapport des Commissaires aux Comptes

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CATERING INTERNATIONAL & SERVICES, relatifs à la période du 1er janvier 2011 au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Marseille et à La Seyne sur Mer, le 30 septembre 2011

Les Commissaires aux Comptes

SYREC

Luc CHAMOULEAU

MOUREN & ASSOCIES
Membre de GRANT THORNTON

René MOUREN

Responsable du Rapport Financier

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent rapport sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste qu' à ma connaissance, les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et des principales transactions entre parties liées, et que le rapport semestriel d'activité joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Régis ARNOUX
Président du Conseil d'Administration